Informations de base

1990/0313(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	Procédure caduque ou retirée
FEOGA: assistance mutuelle de recouvrement des créances **Subject** 3.10.13 Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA et FEAGA	

Acteurs principaux

Conseil de l'Union européenne	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
20/11/1990	Publication de la proposition législative	COM(1990)0525	Résumé
21/01/1991	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
23/04/1991	Vote en commission,1ère lecture		
13/05/1991	Débat en plénière		
19/07/1991	Publication de la proposition législative modifiée	COM(1991)0235	Résumé
30/11/1993	Vote en commission,1ère lecture		
26/06/1998	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	1990/0313(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Directive
Base juridique	Traité CE (avant Amsterdam) E 100A
État de la procédure	Procédure caduque ou retirée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture		A3-0098/1991		

unique		JO C 158 17.06.1991, p. 0004	23/04/1991	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T3-0188/1991 JO C 158 17.06.1991, p. 0039-0058	15/05/1991	Résumé
Rapport final déposé e la commission, 1ère lecture ou lecture unique		A3-0407/1993 JO C 020 24.01.1994, p. 0005	30/11/1993	
Texte adopté du Parlement confirmant la position arrêtée en 1ère lecture		T3-0702/1993 JO C 020 24.01.1994, p. 0035-0081	15/12/1993	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(1990)0525 JO C 306 06.12.1990, p. 0007	20/11/1990	Résumé
Proposition législative modifiée	COM(1991)0235 JO C 211 13.08.1991, p. 0008	19/07/1991	Résumé
Commission: resaisine	COM(1993)0570	10/11/1993	

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES0264/1991 JO C 102 18.04.1991, p. 0001	27/02/1991	Résumé

Informations complémentaires		
Source	**Document**	**Date**
Commission européenne	EUR-Lex	

FEOGA: assistance mutuelle de recouvrement des créances

1990/0313(COD) - 20/11/1990 - Document de base législatif

Cette proposition de directive vise à étendre aux créances portant sur les droits d'accise le champ d'application de la directive 76/308 (JOCE L.76 du 19.03.76), qui a instauré un système d'assistance mutuelle entre les Etats-membres en matière de recouvrement des créances résultant d'opérations faisant partie du FEOGA, celles portant sur les prélèvements agricoles, les droits de douane et la TVA.

FEOGA: assistance mutuelle de recouvrement des créances

1990/0313(COD) - 19/07/1991 - Proposition législative modifiée

Suite à l'avis du PE, la CCE a étendu le champ d'application de sa proposition aux cotisations et autres droits prévus dans le cadre de l'OCM dans le secteur du sucre.

FEOGA: assistance mutuelle de recouvrement des créances

1990/0313(COD) - 27/02/1991 - Comité économique et social: avis, rapport

Le Comité approuve la proposition de directive. Il propose que les Etats membres conviennent d'un ordre de priorité unique de ces créances. Cet avis a été adopté à l'unanimité.

FEOGA: assistance mutuelle de recouvrement des créances

1990/0313(COD) - 15/05/1991 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le PE a approuvé cette proposition, sous réserve d'un amendement tendant à étendre le champ d'application du texte "à tous les prélèvements de coresponsabilité, les participations financières de producteurs, les contributions et les autres droits perçus dans le cadre des organisations communes de marché".

FEOGA: assistance mutuelle de recouvrement des créances

1990/0313(COD) - 15/12/1993 - Texte adopté du Parlement confirmant la position arrêtée en 1ère lecture

Le Parlement européen a confirmé en tant que première lecture, dans le cadre de la procédure de codécision, le vote exprimé le 15 mai 1991.